

20250210 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2025/02/10/discours-antimigrant-longue-tradition-droite-metropole-lyon/>

Discours anti migrants : une longue tradition de la droite dans la métropole de Lyon

Les maires de Décines et d'Écully sont entrés en lutte contre l'arrivée de centres d'accueils pour jeunes étrangers dans leurs communes. Ce faisant, ces élus perpétuent une longue tradition peu hospitalière de la droite dans les alentours de Lyon.

Pierre Lemerle



L'ex hôpital Charrial de Francheville accueille chaque jour 700 personnes dans le cadre des Grandes Voisines. Photo : PL/Rue89Lyon

Est-ce une énième manche du match opposant la Métropole et les [< petits maires >](#) de droite de l'agglomération lyonnaise ? Ou simplement la redite d'une vieille guerre idéologique autour de l'accueil de personnes migrantes ?

Depuis novembre 2024, la maire de Décines, Laurence Fautra (LR) est en conflit avec la Métropole de Lyon contre l'installation d'un centre de mise à l'abri et d'évaluation de minorité (CMAE) pour des jeunes étrangers non accompagnés. À l'ouest de l'agglo, le maire d'Écully, Sébastien Michel (LR) a lui décidé de ne pas délivrer l'autorisation de travaux, permettant de construire d'un centre d'accueil pour étrangers.

Si l'adversaire est commun, chacun a son style. À Écully, le conflit se déporte désormais devant les tribunaux. Attaqué en référé (une mesure accélérée) par la Métropole de Lyon pour son refus d'autoriser les travaux nécessaires, il a remporté [une première victoire](#) devant le « TA ». Les juges ont considéré qu'il n'avait pas commis « à ce stade » d'illégalité.

Côté mairie de Décines, on joue davantage la carte médiatique, avec une pétition [mise en ligne sur le site](#) de la mairie. Particulièrement remontée, Laurence Fautra s'est lancée, auprès de [Mediacités](#), dans une diatribe niant le besoin de protection des mineurs isolés : « Il faut arrêter les leçons d'angélisme. Ce ne sont pas des enfants. Ce sont des gens prêts à tout pour rester sur le territoire, qui s'engouffrent dans le système en se déclarant comme mineurs. Même si certains sont effectivement mineurs, ils ont perdu leur innocence depuis longtemps. »

Des déclarations qui ont, notamment, provoqué l'ire du collectif Hébergement en danger. Composé de professionnels du social, ces derniers ont écrit une lettre à l'élue où ils l'accusent de faire de la « criminalisation » des mineurs non accompagnés « afin de [se] dédouaner de [ses] obligations légales. » « Vos arguments fallacieux font un lien entre immigration et délinquance », grince le collectif.

De son côté, Sébastien Michel s'était montré plus... prudent. « Vous ne trouverez aucun propos de ma part qui fait le lien entre immigration et insécurité », assurait-il à nos confrères de [Mediacités en novembre](#). Avant de tenter une déclaration osée : « Je m'interroge sur les motivations profondes du président de la Métropole [l'écologiste Bruno Bernard] qui fait toujours le choix d'implanter ces centres dans des villes dirigées par la droite. Serait-ce une manière pour lui d'essayer de faire monter le vote RN pour affaiblir des opposants politiques ? »

Les deux centres prévus

À Décines, le centre d'accueil de 53 lits doit permettre un accueil temporaire, avec une rapide rotation de jeunes se déclarant mineurs (cinq jours en moyenne selon la Métropole). La collectivité défend la création de ce centre pour éviter le recours à l'hôtel pour ces jeunes, très couteux pour la collectivité. Les plans du projet, à l'étude depuis deux ans, ont été présentés à la mairie au début de l'été. Son financement a été validé en commission permanente de la Métropole en juillet 2023, pour un montant de 11 millions d'euros.

À Écully, un centre du même type doit permettre l'accueil de 70 mineurs étrangers primo-arrivants. Là aussi, l'accueil est temporaire, durant la période d'évolution de la minorité, et peut durer de 5 à 10 jours.

La droite et l'accueil, un énième épisode dans la métropole de Lyon

Rue89Lyon est allé fouiller dans les archives. Cette dernière décennie, les maires de droite ont régulièrement donné de la voix contre l'installation de centres d'accueils de sans-abri et d'étrangers chez eux. Or, bien souvent, cette bataille ne s'est pas faite entre la Métropole et les petites communes.

Dernière en date ? En 2020, Michel Rantonnet (LR), ex-maire de Francheville, [s'opposait au projet des Grandes voisines](#), porté par la préfecture. Plébiscité par les acteurs du social, ce grand tiers-lieu lie un hôtel, des locaux d'entreprises, et un centre d'hébergement d'urgence. Il n'avait clairement pas été du goût de l'ancien patron de Francheville, poussé à la démission fin 2024.

À lire sur Rue89Lyon

[Dans l'Ouest lyonnais, des maires s'opposent à un centre d'hébergement pour sans-abri](#)

[Les Grandes Voisines à Francheville : quand un hôtel s'installe au-dessus d'un centre d'hébergement d'urgence](#)

Dans sa lutte, Michel Rantonnet n'avait pas été seul. Il avait été soutenu par les maires LR de Tassin-la-Demi-Lune et Craponne. Pour le coup, ce n'était pas la Métropole de Lyon qui était visée, mais bien l'État, compétent sur l'hébergement d'urgence. Un État « autoritaire » qui impose cette implantation « sans concertation », expliquaient-ils dans un communiqué commun.

Le maire de Tassin, Pascal Charmot (LR), déclarait déjà que le tout allait créer « de facto un problème de sécurité publique. » On retrouve là exactement la même rhétorique que celle de Laurence Fautra. L'État avait d'ailleurs répondu avec, à peu près, les mêmes arguments que la Métropole.

En 2020, ces maires LR avaient aussi reçu le soutien d'Alexandre Vincendet, ex-patron de la fédération LR du Rhône et maire de Rillieux-la-Pape, et d'Étienne Blanc, ancien candidat LR à la mairie de Lyon.

Pour la droite à Lyon : étranger et délinquant ne font qu'un (depuis longtemps)

En 2015, c'est le maire de Saint-Genis-les-Ollières, Didier Cretenet, qui avait reçu [un rappel à l'ordre de la préfecture](#). Classé « DVD » (Divers droite), l'élu avait décidé de ne pas organiser le suffrage des régionales pour protester contre l'installation de 15 à 20 familles Roms sur sa commune.

« La population n'a jamais été associée à la réflexion de cette décision (sic) et elle méconnaît comme nous les éléments du projet », indiquait-il. Point culminant de cette opposition : le groupe d'extrême droite Génération identitaire [avait occupé \(rapidement\)](#) le bâtiment de cette cossue commune de l'Ouest lyonnais.

Enfin, en remontant encore un peu, en 2013, on se retrouve dans le sud de Lyon, à Oullins ([devenu depuis Oullins-Pierre-Bénite](#), au cas où vous auriez raté cette étape). Cette année-là, après moult polémiques, la préfecture décide d'installer 300 demandeurs d'asile de Perrache, sur un terrain du Grand Lyon dans cette commune du sud de Lyon. « C'est scandaleux ! », s'était emporté François-Noël Buffet, alors maire UMP (ancêtre de LR) de la commune.

Travaillant aujourd'hui au côté de Bruno Retailleau (LR), comme ministre auprès du ministre de l'Intérieur, l'ancien baron local avait, lui aussi, parlé d'un « risque accru de délinquance ».

Lire aussi sur Rue89Lyon

[Relogement des demandeurs d'asile : le maire UMP d'Oullins fait monter la sauce avant les municipales](#)

À droite : la peur de se faire manger par l'extrême droite

Ce parallèle constant entre étrangers et délinquance semble avoir alimenté les dossiers de ce type ces dix dernières années. Déjà en 2013, François Noël Buffet craignait de perdre des électeurs avant les municipales au profit d'une liste FN. Jusqu'à emprunter leur discours.

« Les accointances entre LR et RN ne s'arrêtent pas au national », a d'ailleurs tancé Bruno Bernard (EELV) [sur Bluesky](#), pour répondre à la maire de Décines fin 2024.

Symétriquement, le président écologiste s'est lui engagé dans un discours opposé, favorable à l'accueil de populations étrangères. « Indépendamment d'un débat démagogique sur l'immigration, on peut régulariser beaucoup plus, marquait-il fin septembre, [auprès de Rue89Lyon](#). On fait n'importe quoi sur le sujet depuis plusieurs années en France. » Il s'est également emporté sur les « préjugés toxiques » véhiculés par la droite. Des préjugés qui ne remontent pas à hier.